

PRÉFECTURE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

*Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France*

Service Eau et Sous-Sol

Unité Politique Régionale de l'eau

Gentilly, le 30 septembre 2011

Extrait Info'MISE août 2011

Groupe SAGE du 13 octobre 2011

Affaire suivie par : Estelle Desarnaud
Estelle.Desarnaud@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 55 01 29 36 – **Fax** : 01 55 01 29 00

Dans le cadre de ses missions d'animation des MISE, le service eau et sous-sol (SESS) diffuse mensuellement une veille réglementaire et technique et trimestriellement un INFO'MISE à destination des services faisant le point sur les attendus de la feuille de route, les informations émanant des groupes de travail et autres échéances importantes. Vous trouverez ci-dessous un extrait de ce document sur les points pouvant intéresser les SAGE.

Taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) de 2006 a introduit la possibilité pour les collectivités d'instaurer une taxe pour « la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales » dont les modalités de mise en œuvre devaient être précisées par un décret en Conseil d'Etat. Le projet de décret d'application élaboré à l'époque a néanmoins été rejeté en 2009, le conseil d'Etat considérant que l'aspect déclaratif du recensement des surfaces imperméabilisées relevait de la loi et non d'un décret. La taxe « pluviale » est ainsi restée inappliquée.

L'article 165 de la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 – articles L2333-97 à L2333-101 du CGCT – a modifié les dispositions introduites par la LEMA et apporté un certain nombre de précisions de nature à clarifier, simplifier et limiter les contentieux sur l'application de la taxe.

Le décret précisant les modalités d'application de cette taxe et qui permet son entrée en vigueur est paru le 6 juillet 2011, il modifie les articles R2333-139 à R2333-144 du CGCT. La

PJ :
Copie à :

délibération instituant la taxe doit être prise au plus tard le 30 septembre de l'année précédente par la collectivité.

Dans les grandes lignes, la loi Grenelle 2 et son décret d'application créent un service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines relevant des communes, qui peuvent instituer une taxe pour son financement.

La taxe est due par les propriétaires des terrains et des voiries situés dans une zone urbaine, ou ouverte à l'urbanisation – i.e. classées comme telles dans un PLU ou un document d'urbanisme en tenant lieu – ou dans une zone constructible délimitée par une carte communale.

La taxe est assise sur la superficie cadastrale des terrains, son montant est limité par la loi à $1\text{€}/\text{m}^2$ – 5 fois plus que le plafond prévu par la LEMA. Des abattements de 20% à 100% du montant de la taxe sont prévus pour les propriétaires qui ont réalisé des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales hors de leur terrain.

⇒ [Vous trouverez le décret en PJ ainsi que la fiche décryptage du CERTU sur la taxe refondue par la loi Grenelle 2](#)

Grand Paris

La mise en œuvre du Grand Paris « projet urbain, social et économique d'intérêt national qui unit les grands territoires stratégiques de la région d'Ile-de-France, au premier rang desquels Paris et le cœur de l'agglomération parisienne, et promeut le développement économique durable, solidaire et créateur d'emplois de la région capitale [...] » décidé par la loi du 3 juin 2010 repose sur la création d'un réseau de transport et sur l'identification de 10 « territoires de projets » dont le développement est attendu en lien avec ce réseau :

- Est de la Seine-Saint-Denis (93) ;
- Descartes (77, 93, 94) ;
- Vallée des biotechnologies (91, 92, 94) ;
- Plateau de Saclay (78, 91) ;
- La défense (92) ;
- Confluence Seine-Oise (78, 95) ;
- Saint-Denis - Pleyel (93) ;
- Val de France - Gonesse (95) ;
- Le Bourget (93, 95) ;
- Roissy-pôle (93, 95)

CDT

Au sein des territoires de projet, seront signés des contrats de développement territorial (CDT) entre les collectivités et le préfet de région. Ils définissent les objectifs et les priorités en matière d'urbanisme, de logement, de transports, de déplacements et de lutte contre l'étalement urbain, d'équipement commercial, de développement économique, sportif et culturel, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages et des ressources naturelles. Le contenu, les modalités d'élaboration et de signature des CDT sont définis dans le décret du 24

juin 2011¹. La carte des CDT ainsi que les projections de logement associées est disponible sur le site internet de la préfecture de région (c.f. ci-après)

Plateau de Saclay

Sur le plateau de Saclay, la loi sur le Grand Paris prévoit par ailleurs la création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière dans le périmètre de l'OIN et de la petite région agricole du plateau. Un périmètre de délimitation a été adopté par le conseil d'administration de l'établissement public Paris Saclay² et doit maintenant être soumis aux consultations des communes et intercommunalités concernées, les conseils généraux des Yvelines et de l'Essone, le conseil régional, la chambre interdépartementale d'agriculture, l'ONF, la SAFER et les associations agréées pour ensuite être mise à enquête publique.

Réseau de transport

Après la conduite de deux débats publics fin 2010-début 2011, l'un sur le projet porté par le conseil régional "Arc Express" l'autre sur le projet porté par l'Etat, un protocole d'accord a été trouvé entre l'Etat et la Région.

Le schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris a été adopté par décret du 24 août 2011, la carte retenue est celle de l'acte motivé de la société du grand Paris, consultable sur son site internet : <http://www.societedugrandparis.fr/fr/l-acte-motive-et-le-schema-d-ensemble-24.html>

Objectif de réalisation de logements

La loi Grand Paris du 3 juin 2011 fixe par ailleurs un objectif de construction de 70 000 logements par an. A l'issue du comité régional de l'habitat du 16 juin 2011, une 1^{ère} répartition territoriale de l'objectif annuel a été estimée par « bassin de territorialisation » et par CDT. Les cartes des bassins et des CDT ainsi que les objectifs assignés sont disponibles sur le site de la préfecture : <http://www.ile-de-france.gouv.fr/Presse-et-communication/Grand-Paris/Comite-regional-de-l-habitat>

Implication de la DRIEE

Sous l'autorité du préfet de région, en lien avec les autres services de l'État, la DRIEE participe à l'élaboration des CDT, notamment via la réalisation d'un « porter à connaissance » sur chacun des territoires de projet ainsi que d'une note sur les problématiques environnementales majeures de ces territoires. Elle apporte également son appui sur l'évaluation environnementale des CDT.

Dans une perspective de moyen terme, le dispositif global de création du Grand Paris doit être accompagné sur certains sujets généraux importants tels que la fourniture d'électricité, la gestion des déchets, le traitement des eaux usées. Il faut en effet s'assurer de la dimension suffisante de ces réseaux au regard de l'évolution attendue de la population francilienne et de sa localisation géographique. Des investissements coûteux et long à mettre en œuvre peuvent

1

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024248724&fastPos=1&fastReqId=1510258348&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte>

2 (carte disponible sur <http://www.media-paris-saclay.fr/zone-agricole-sanctuarisee-2-383-hectares-proposes/>)

être rendus nécessaires par les projets. Le préfet de région a chargé la DRIEE de prendre en charge cet aspect. En ce qui concerne le domaine de l'eau, ces questions seront notamment examinées dans le cadre :

- de la refonte du schéma directeur d'assainissement de l'agglomération parisienne porté par le SIAAP (révision du « scénario C »)
- de l'étude régionale AEP portée par l'Agence de l'eau

Trame verte et bleue

Suite au décret n°2011-739 du 28 juin 2011 relatif aux comités régionaux « Trames verte et bleue », le comité francilien a été désigné par arrêté conjoint État-Conseil régional.

Ce comité constitue un lieu d'information, d'échange et de consultation sur tout sujet ayant trait aux continuités écologiques, à leur préservation et à la remise en état de ces continuités. Il est notamment associé à l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, pour lequel son avis peut être recueilli. Il peut également être consulté sur tous les sujets relatifs aux stratégies régionales et locales de la biodiversité.

Il est composé de 5 collèges :

- représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements (Conseil généraux, président de la CLE de l'Yerres, président du SIVOA, PNR, EPTB grands lacs de Seine,...) ;
- représentants de l'État et de ses établissements publics (DRIEE, DRIAAP, DRIEA, ONCFS, ONEMA, ONF, AESN, VNF, EPA Seine-Aval, port de Paris,...) ;
- représentants d'organismes socioprofessionnels et d'usagers de la nature de la région ;
- représentants d'associations, d'organismes ou de fondations œuvrant pour la préservation de la biodiversité visés à l'article L141-3 du code de l'environnement et de gestionnaires d'espaces naturels ;
- scientifiques et personnalités qualifiées.

Ce comité sera installé le 5 octobre 2011.

Plan d'action d'assainissement 2012-2017

La DEB vient de transmettre une première version de la suite du plan Borloo, intitulé « Plan d'action pour la mise en conformité de l'assainissement des collectivités locales » qui court sur la période 2012-2017. Il devrait être présenté officiellement par la Ministre lors de la visite de la station d'épuration de Seine aval le 29 septembre prochain pour inaugurer le traitement de l'azote.

Ce plan vise à encadrer la politique de l'assainissement pour les 6 prochaines années. Il reprend les objectifs et les outils du plan Borloo – extinction des contentieux, communication et reporting, police administrative des Préfets – et s'appuie sur les plans d'actions sectoriels – micropolluants, médicaments, ANC. Il intègre les objectifs de la DCE en ciblant les rejets à l'origine du déclassement des masses d'eau (c.f. feuille de route) et aborde la question des eaux pluviales et des boues, thèmes absents du premier plan d'actions. Une ouverture des

projets au développement durable est affichée, notamment au travers des éco-stations, mais aussi dans la réflexion des mesures compensatoires en les orientant vers une amélioration hydromorphologique des milieux récepteurs.

Résorption du contentieux ERU

Le 13 mai dernier, la direction de l'eau et de la biodiversité a transmis un état de la situation des procédures contentieuses sur ERU.

Pour les deux qui concernent l'Ile-de-France :

- **Procédure 1998-2110 (échéance 1998)** : phase d'observation de la Commission. Si les délais annoncés sont respectés, le contentieux pourrait être classé sans nouvelle transmission à la Cour de justice.
- **Procédure 2009-2306 (échéance 2005)** : rapportage effectué en mars dernier avec possibilité de recevoir un avis motivé d'ici l'automne au vue du retard accumulé sur beaucoup d'agglomérations citées dans la mise en demeure de 2009.

En Ile-de-France, l'ensemble des agglomérations devrait être en conformité début 2012.

Pollutions diffuses

Plan PCB

La circulaire PCB a été signée le 7 juillet 2011, elle est en ligne sur le site circulaires.gouv.fr : www.circulaires.gouv.fr/pdf/2011/07/cir_33441.pdf

En Ile-de-France, tous les arrêtés sont maintenant cohérents avec les recommandations de 2009 et 2010 de l'ANSES.

Les analyses effectuées en Ile-de-France dans le cadre du plan d'échantillonnage 2010 sur la Vaucluse et l'Yvette (dans les Yvelines) ne montrent pas de dépassement des normes.

Les résultats de l'étude d'imprégnation lancée en 2008 par l'AFSSA devraient être rendus publics prochainement.

Directive Nitrates

2 projets d'arrêtés et 1 projet de décret modifiant le contenu et l'organisation des programmes d'action nitrates ont été mis à consultation du public en juin 2011³. Ces projets de textes visent à répondre aux griefs de la commission européenne, exposés dans sa mise en demeure du 20 novembre 2009 pour mauvaise application de la directive nitrates de 1991 – c.f. infoMISE d'avril.

L'architecture retenue par les ministères en charge de l'environnement et de l'agriculture est constituée :

³ http://developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=23008

- d'un programme d'action national fixant les mesures minimales applicables dans toutes les zones vulnérables – périodes d'interdiction d'épandage allongées, modalités de gestion de l'interculture, obligation de couverture permanente aux abords des eaux de surface, modalités de calcul du bilan d'azote à la parcelle,... – dont une partie sera applicable dès la parution de l'arrêté ;
- de programmes d'action régionaux qui peuvent renforcer certaines mesures du programme d'action national et comprendre d'autres actions (modalités de retournement des prairies par exemple) ;

Un comité technique régional sous l'autorité du préfet de région sera par ailleurs mis en place dans chaque région comprenant une partie de zone vulnérable. Ce comité est chargé de préciser les références techniques nécessaires à la mise en œuvre de certaines mesures nationales (définition de valeurs par défaut pour le calcul du bilan d'azote, etc.). Le secrétariat du comité est assuré par la DREAL/DRIEE et la DRAAF/DRIAAP, il comprend notamment des représentants des services départementaux et des chambres d'agriculture concernés.

A titre transitoire, les programmes départementaux actuels restent en vigueur jusqu'au 30 juin 2013.

Mise à disposition des données de qualité de l'eau

La DRIEE vient de mettre en ligne une nouvelle interface permettant de consulter les données de qualité de l'eau disponibles depuis 1994.

Pour chaque station des réseaux de surveillance, sont disponibles :

- le descriptif de la station (avec carte de localisation au 1/25 000ème) ;
- une fiche de synthèse de l'ensemble des données disponibles de 1994 à 2010, exploitées selon les grilles de la DCE (paramètres physico-chimiques, indices biologiques, polluants spécifiques, 41 substances de l'état chimique) ;
- les listes floristiques (diatomées) et faunistiques (macro-invertébrés benthiques) correspondants à chacun des prélèvements effectués depuis 1994 sur la station ;
- des fiches phytosanitaires annuelles synthétisant les données de la campagne de prélèvement – molécules retrouvées, concentrations, classes SEQ'eau – seules les campagnes 2004 : 2005 à 2006/2007 sont pour l'instant en ligne.

Une interface cartographique permet de sélectionner la station voulue : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-qualite-disponibles-par-r95.html>

Les tableaux de résultat par paramètre sont toujours disponibles à partir de la page <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/expertise-qualite-des-eaux-r94.html>, ils couvrent également la période 1994-2010.

Contamination des cours d'eau franciliens par les produits phytosanitaires

L'infophyto n°7 dont les principales conclusions sont résumées dans l'infoMISE d'avril est en ligne : http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/zip/InfoPhytos_7_mai2011_internet_cle0167b3.zip

SDAGE et Programme de mesures

Calendrier DCE

Le bilan à mi-parcours du programme de mesures doit être publié avant fin 2012, conformément au calendrier de la directive. Cela suppose une présentation au comité de bassin d'octobre 2012 avec un avis du CB sur les éventuelles mesures supplémentaires qui seraient jugées nécessaires par le préfet coordonnateur de bassin.

Parallèlement à l'élaboration du bilan à mi-parcours, les premiers travaux pour la mise à jour de l'état des lieux sur le bassin Seine Normandie démarreront au second semestre 2011.

L'adoption par le comité de bassin de l'état des lieux révisé est prévue en octobre 2013. Dans le cadre de cette mise à jour, la prochaine évaluation de l'état des masses d'eau aura lieu en février 2012 – publication en février 2013, sur le fondement des données 2009-2011.

Outils d'appropriation du SDAGE

Le guide SDAGE urbanisme réalisé par la délégation de bassin et la DRIEA a été présenté aux services urbanismes des DDT franciliennes, en même temps que l'étude régionale sur les zones humides.

Le 3^{ème} guide d'appropriation du SDAGE Seine-Normandie 2010-2015, « compatibilité SDAGE-SAGE », réalisé par la délégation de bassin Seine-Normandie et l'Agence de l'eau et dont le projet avait été présenté en GT régional SAGE début 2010 est finalisé.

⇒ Ces guides sont en ligne sur le site de la DRIEE: <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/guides-pour-la-mise-en-oeuvre-du-a72.html>

Le guide est accompagné d'une grille d'analyse de compatibilité en annexe. Il ne se substitue pas au SDAGE mais a pour but d'en faciliter la lecture sous l'angle des SAGE.

Suivi du programme de mesures

Le 1^{er} rapport de suivi du programme de mesures du bassin Seine-Normandie (année 2010) a été présenté au comité de bassin du 30 juin 2011. Il s'agit d'une présentation synthétique de l'avancement de la mise en œuvre du PDM pour l'année 2010, via un bilan d'avancement des PAOT et les indicateurs collectés au premier semestre 2011.

EPTB

L'IIBRBS a organisé un séminaire le 27 mai 2011 avec les collectivités et acteurs présents sur le territoire de l'EPTB. Cette journée d'échange a notamment permis de mettre en avant :

- le rôle de coordination de l'action des collectivités territoriales attendus de l'EPTB ;
- la gouvernance et le rôle d'ensemblier territorial de l'EPTB ;

- le besoin d'une assistance technique sur les territoires ruraux et plus globalement l'expertise spécialisée à développer au service des maîtres d'ouvrages et collectivités ;
- la mobilisation des crédits de financement (FEDER, ..) auprès des maîtres d'ouvrages existants ;
- des missions techniques inondations/ soutien d'étiage mais également gestion équilibrée de la ressource (continuité, zones humides, approche globale gestion quantitative, Natura 2000,...)

Les restitutions des deux ateliers et de la table ronde de clôture du séminaire, ainsi que le discours de Pascal Popelin sont disponibles sur le site internet de l'IIBRBS : <http://www.grandslacsdesseine.fr/evolution-de-l-institution/blog>

L'IIBRBS a par ailleurs déposé auprès du préfet de Paris le 28 avril 2011 un dossier d'enquête préalable, pour déclarer ses ouvrages de retenus d'intérêt général, de sorte que les dépenses d'exploitation, d'entretien et d'aménagement soient partagées entre les bénéficiaires du soutien d'étiage.

L'enquête publique a eu lieu sur les 13 départements concernés (Paris, Hauts de Seine, Seine Saint Denis, Val de Marne, Val d'Oise, Essonne, Yvelines, Seine et Marne, Aisne, Marne, Aube, Yonne, Nièvre) du 4 juillet au 29 juillet 2011. Le commissaire enquêteur doit remettre son rapport au préfet en octobre, ce dernier aura alors 2 mois pour donner suite.

Le dossier déposé par l'IIBRBS est disponible sur son site : http://www.grandslacsdesseine.fr/actualites/enquete_publique

Directive inondation

La mise en œuvre de la directive inondation suppose la réalisation d'une Evaluation préliminaire du risque d'inondation d'ici décembre 2011. Cette évaluation est en cours sur le bassin Seine-Normandie, elle est effectuée principalement au niveau régional par les services en charge des risques des DREAL (service SPRN pour la DRIEE).

Les collectivités seront associées à cette 1^{ère} évaluation simplifiée via les COMITER du bassin à l'automne 2011 ainsi que le comité technique du plan Seine. Les travaux de rédaction du projet d'EPRI doivent ainsi être menés d'ici fin septembre.

Le travail de sélection des Territoires à risque d'inondation (TRI) sera mené au cours du 1^{er} semestre 2012. Pour chacun de ces territoires, devront être établis avant le 22 décembre 2013 des cartes des zones inondables (scénarios d'événements extrêmes, crues de probabilité moyenne, crues de forte probabilité) et des cartes des risques d'inondation qui montrent les conséquences des scénarios ci-dessus.

La sélection des TRI fera l'objet d'une concertation en forum de l'eau spécial inondation au 1^{er} semestre 2012, d'une information du comité de bassin ainsi que d'une validation en comité technique du plan Seine. La cartographie des TRI sera concertée en COMITER en 2013, et validée en Comité technique du plan Seine.

Gestion des eaux souterraines

Situation des nappes et cours d'eau en fin d'étiage

Les précipitations de juillet et août sur la région ont offert un répit au cours de cet étiage sévère et précoce, particulièrement pour les petits cours d'eau réactifs de la région. Le tarissement des nappes se poursuit néanmoins. Les débits de la Seine et de la Marne ont été stabilisés grâce à un soutien d'étiage avancé et à la situation climatique.

Circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse

Ce texte abroge le guide méthodologique de 2005 – et la circulaire de septembre 1992 parue en même temps que le décret du 24 septembre 1992 codifié par les articles 211-66 à 70 du code de l'environnement. Il rénove le dispositif de suivi et confirme l'importance de la mise en œuvre des circulaires du 30 juin 2008 relatives notamment aux organismes uniques et du 3 août 2010 relative aux bassins versants dont le déficit est très important.

A noter une modification terminologique importante (et attendue) : le terme de seuil de crise renforcé est supprimé au profit du seul seuil de crise (pour des valeurs de référence identique). Il n'y a donc plus confusion entre le seuil de crise au sens de l'arrêté du 17 avril 2006 relatif au contenu des SDAGE et celui du dispositif de gestion de la ressource en période d'étiage. L'équivalent de l'ancien seuil de crise s'intitule désormais seuil d'alerte renforcée.

Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC)

Le 1^{er} PNACC prévu à l'article 42 de la loi Grenelle 1 a été présenté le 20 juillet par la ministre en charge de l'environnement. Outre de nombreuses actions destinées à améliorer la connaissance sur le changement climatique et ses impacts, il prévoit notamment dans le domaine de l'eau :

- d'évaluer les risques sanitaires liés à la préservation quantitative des ressources en eau (avis de l'ANSES)
- d'économiser 20% de l'eau prélevée, hors stockage d'eau d'hiver, d'ici 2020 notamment via la promotion des économies d'eau et de la récupération/réutilisation des eaux de pluies et des eaux usées traitées et la création de retenues de substitution pour l'irrigation agricole
- d'accompagner le développement d'activités et d'une occupation des sols compatibles avec les ressources en eau disponibles localement

La délégation de bassin Seine-Normandie est pilote sur une des mesures d'amélioration des connaissances « mesure 1.4 : évaluer les conditions de mise en œuvre d'une gestion active des ressources en eau souterraine », elle porte à ce titre une étude sur capacité de certaines nappes captives à surstocker des réserves en eau.

⇒ Le PNACC est en ligne sur le site du MEEDDTL : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-Plan-national-d-adaptation,22978.html>